

## LA ROUMANIE ET L'EUROPE

La Roumanie est entrée dans l'Union européenne en 2007. Nous l'avons déjà oublié, mais cela avait provoqué quelques tensions : la RFA, pensait-on à Paris, avait poussé à l'adhésion de la Pologne et de la Tchécoslovaquie en 2004, on allait « rééquilibrer » avec la Roumanie et la Bulgarie, plus francophiles disait-on. N'oublions pas que les relations entre le Président Chirac et certains pays d'Europe orientale étaient exécrables depuis l'intervention américaine en Irak en 2003, à cause de la position favorable aux Etats-Unis adoptée par certaines capitales au moment où les relations franco-américaines étaient fort tendues. Heureusement tout cela est dépassé. Et la RFA exporte plus aujourd'hui que la France vers la Roumanie...

Il faut se souvenir d'où on vient : la Roumanie d'après-guerre, celle de personnalités comme Anna Pauker, était soumise à un régime très dur, l'influence française y a été encore plus rapidement et plus brutalement chassée qu'ailleurs en Europe orientale après 1945. Les *Documents diplomatiques français* en cours de publication pour l'année 1949 sont très révélateurs de la tension qui existait alors entre Paris et Bucarest. Cependant par la suite la Roumanie a suscité des illusions à Paris, en particulier après l'arrivée au pouvoir de Ceausescu et la proclamation de sa ligne communiste nationale. De Gaulle fit en Roumanie en mai 1968 une visite d'Etat : il estimait, à tort, que Ceausescu pouvait contribuer au dépassement des blocs en s'appuyant sur la renaissance du sentiment national dans son pays.

Cependant il existait des signes positifs : d'abord le maintien miraculeux de la connaissance du français. Et sur le plan culturel, même aux pires moments, la Roumanie ne rompit jamais totalement les ponts avec l'Occident. C'est ainsi que l'Académie des Sciences roumaine continuait les études hégéliennes, acceptables dans l'univers communiste, mais ouvrant cependant d'autres perspectives que le marxisme-léninisme. Par la suite, par la présence d'intellectuels émigrés à l'Ouest, et par les dissidents en Roumanie même, la rupture culturelle avec l'Occident induite par la Guerre froide fut progressivement surmontée. La réunification mentale de l'Europe a précédé sa réunification politique.

Mais quelle transition après 1989 ! Les Français la mesurent mal, car ils ont toujours eu une vision édulcorée de l'Est, ils ont été largement

séduits par le modèle de l'économie planifiée (avec en plus une bonne dose d'anti-américanisme et de d'anti-germanisme, qui les conduisaient souvent à chercher des appuis à l'Est).

Le *Journal de Roumanie* de Thierry de Montbrial est la meilleure description que je connaisse de cette transition, qui est globalement une *success story*... Notre collègue Pierre Verluise a souligné la force du rattrapage des nouveaux adhérents à partir de 2007 par rapport aux anciens membres de l'Union européenne : une hausse de 7 à 11 points du pourcentage du PIB par habitant par rapport à la moyenne de l'Union européenne entre 2007 et 2011, 7 points dans le cas de la Roumanie.

Le Fonds monétaire international table sur une croissance de 2,2% en Roumanie en 2014, supérieure à la moyenne dans la région, a déclaré récemment une responsable du FMI, Mme Andrea Schaechter, à l'issue d'une visite de dix jours à Bucarest. "Nous estimons que la croissance économique restera en 2014 au même niveau qu'en 2013, soit 2,2%", a déclaré Mme Schaechter, chef de mission pour la Roumanie, au cours d'une conférence de presse. "Il s'agit d'une croissance relativement forte, comparée à la région".

Je vois pour ma part trois problèmes pour la suite :

- a) L'euro et tous ses problèmes, fort loin d'être réglés...
- b) Les institutions et la gouvernance de l'Union européenne. Je note qu'entrée en 2007, la Roumanie présidera le Conseil de l'Union européenne pour la première fois en 2019 seulement (il s'agit du conseil des ministres de l'Union, avec présidence tournante de six mois, à ne pas confondre avec le président de l'Union, président le conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement). Bien sûr, c'est mieux que si cette présidence avait disparu, comme on le pensait lors de la négociation du traité de Lisbonne, mais enfin, à 28 membres, voilà une fonction en fait toujours essentielle qui ne reviendra que bien rarement à Bucarest.

Avec sa population, qui la place au septième rang des pays membres, on peut se demander si la Roumanie n'aurait pas été mieux traitée dans le cadre du traité de Nice de 2000, qui établissait une sorte de groupe dirigeant à Six (Allemagne - France- Grande-Bretagne – Italie – Espagne - Pologne)? Et dans cette configuration d'un groupe qui aurait été alors élargi à Sept la Roumanie aurait apporté une dimension essentielle : l'Orthodoxie,

l'héritage de Byzance. Dimension sans laquelle l'Europe, à mon sens, est mutilée.

D'autant plus que si la Zone euro connaissait des problèmes, il ne resterait plus comme moteur réel du Continent que l'Acte unique de 1986 (le document qui a eu au fond les plus grandes conséquences par rapport à tous les autres, en particulier pour les nouveaux membres). Mais peut-être devrait-on alors refaire de la politique, au sens fort du terme, en perdant l'illusion que les questions économiques et monétaires épuisent le champ des problèmes. ...

Je pense en particulier aux rapports avec la Russie. Là aussi, la Roumanie est très concernée. Comme tout le monde, par le problème du ravitaillement en pétrole et en gaz russes. En plus, Bucarest est en première ligne pour la question délicate de la Moldavie et de la Transnistrie. Et aussi par la question du bouclier anti-missiles que les Etats-Unis commencent à établir en Europe : ils viennent (octobre 2013) de lancer à Deveselu, au sud de Bucarest, la construction d'une base d'intercepteurs dans le cadre du bouclier antimissile que l'OTAN met en place en Europe. Certes, ce bouclier pourrait être utile un jour contre l'Iran (ou un autre pays à la périphérie de l'Europe s'équipant d'armes nucléaires) mais les Russes y voient une menace pour leurs propres forces balistiques et y sont très opposés.

Or la Russie, malgré ses positions souvent rugueuses, voire inacceptables, est incontournable pour toute une série de grands problèmes : le Moyen-Orient, l'Iran, l'Asie centrale, les problèmes énergétiques, l'Europe du Centre-est. Elle a des intérêts objectifs à défendre, ce n'est pas uniquement de la nostalgie impériale. Elle a des moyens pour ce faire. Il faut en tenir compte.

Donc la Roumanie a tout son rôle à jouer en Europe : elle doit contribuer au règlement des problèmes liés à l'élargissement, qui ne sont pas tous économiques mais aussi politiques, juridiques, sociétaux (dont les questions liées à l'espace Schengen et la question des Rom...). Elle doit continuer à s'adapter, mais les autres doivent comprendre l'énormité de la tâche, pas encore achevée en RFA depuis la réunification.

Elle a également un rôle à jouer en ce qui concerne le problème essentiel des rapports avec Russie: en particulier les questions liées à la Moldavie et à la Transnistrie, et de façon générale la mise au point d'une position raisonnable de l'Union européenne par rapport à Moscou. Bucarest et Paris ont beaucoup de choses à se dire et à penser ensemble, et le *Journal de Roumanie* de Thierry de Montbrial

constitue là la meilleure des propédeutiques.

Georges-Henri Soutou

Professeur émérite à l'Université  
de Paris IV – Sorbonne

Membre de l'Institut